



ERRATUM

**Commission paritaire pour le secteur
francophone et germanophone de l'aide sociale
et des soins de santé**

**CCT n° 155329/CO/332
du 18/10/2019**

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 4, § 1, « Het variabel deel », « bruto jaarlijks bedrag » doit être corrigé comme suit : « bruto jaarlijks **loon** ».

Correction dans le texte français :

- A l'article 4, § 2, premier alinéa, à l'article 5, § 2, premier alinéa et à l'article 6, § 2, premier alinéa, « **décembre** » doit être supprimé.

Correction dans les deux langues :

- A l'article 5, § 1^{er}, « enregistrée le 09/11/2011 » doit être remplacé par « enregistrée le **19/09/2011** ».
- A l'article 11, 2), la date du « 26 juin 2011 » doit être remplacée par « **21 juin 2011** ».
- A l'article 11, 3), la date du « 28 avril 2012 » doit être remplacée par « **18 avril 2012** ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Comité voor de Franstalige en
Duitstalige en welzijns- en gezondheidssector**

**CAO nr. 155329/CO/332
van 18/10/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 4, § 1, « Het variabel deel », moet « bruto jaarlijks bedrag » als volgt verbeterd worden : « bruto jaarlijks **loon** ».

Verbetering in de Franstalige tekst :

- In artikel 4, § 2, eerste lid, artikel 5, § 2, eerste lid en artikel 6, § 2, eerste lid moet « **décembre** » geschrapt worden.

Verbetering in beide talen :

- In artikel 5, § 1 moet « geregistreerd op 09/11/2011 » vervangen worden door « geregistreerd op **19/09/2011** ».
- In artikel 11, 2), moet de datum « 26 juni 2011 » vervangen worden door « **21 juni 2011** ».
- In artikel 11, 3), moet de datum « 28 april 2012 » vervangen worden door « **18 april 2012** ».

Beslissing van

30-04-2020

Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé - CP 332

Convention Collective de Travail du 18 octobre 2019 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année au personnel des secteurs dépendant de la Région wallonne en exécution de l'accord non marchand tripartite wallon 2018 - 2020

Chapitre I : Champ d'application

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des centres de coordination de soins et services à domicile, des services de santé mentale, des centres de planning et de consultation familiale et conjugale, des centres de service social, des services d'insertion sociale ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé CP 332, des centres de télé-accueil, des services de médiation de dettes, des centres et services de promotion de la santé, réseaux et services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, et autres services d'aide sociale et de santé qui ressortissent à la Commission paritaire 332 et qui sont subventionnés par la Région wallonne.

Par « travailleurs » on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Chapitre II : Montants, modes de calcul et d'octroi

Centres de planning et de consultation familiale et conjugale

Article 2.

Les Centres de planning et de consultation familiale et conjugale sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs, selon les montants, modes de calculs et modalités repris dans le présent article.

§1 – Montants

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

La partie forfaitaire

Pour l'année 2018, le montant de la partie forfaitaire relative à la convention collective de travail du 15 avril 2016 relative à l'octroi d'une allocation de fin d'année au personnel des établissements et services du secteur des Centres de planning et de consultation familiale et conjugale dépendant de la Région wallonne s'élève à € 381,34, augmentée d'un montant brut indexé de €104,99 conformément à la convention collective de travail du 21 juin 2011 octroyant une allocation de fin d'année pour l'année 2010 et les suivantes - Région wallonne, enregistrée le 19/09/2011 sous le numéro 105736/CO/332.

La valeur totale de ces deux montants en 2018 est de € 486,33.

En 2019, une troisième partie forfaitaire d'un montant brut indexé de € 364 est ajoutée en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2018-2020.

La partie variable

La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute qui sert de base au calcul de la rémunération due pour le mois d'octobre de l'année prise en compte.

Par « rémunération annuelle brute », on entend la rémunération constituée par le salaire fixe (à l'exclusion des avantages en nature, des primes régulièrement accordées et des sursalaires pour des prestations de travail particulières) qui est accordée pour un régime de travail à temps plein.

§2 – Liquidation

L'allocation de fin d'année est liquidée dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

Le complément de € 364 bruts par ETP sera versé aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ permettant le versement aux services.

Les Services de santé mentale, les Centres de service social, les Associations spécialisées en assuétudes, les Services d'insertion sociale

Article 3.

Les Services de santé mentale, les Centres de service social, les Associations spécialisées en assuétudes, les Services d'insertion sociale ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé CP 332 sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs, selon les montants, modes de calculs et modalités repris dans le présent article.

§1 - Montant

Pour l'année 2018, le montant de la partie forfaitaire relative à la convention collective de travail du 21 juin 2011 octroyant une allocation de fin d'année pour l'année 2010 et les suivantes - Région wallonne, enregistrée le 19/09/2011 sous le numéro 105736/CO/332 s'élève à un montant brut indexé de €104,99.

En 2019, une deuxième partie forfaitaire d'un montant brut indexé de € 364 est ajoutée en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2018-2020.

§2 - Liquidation

Cette allocation de fin d'année est payée dans le courant du mois de décembre ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

Le complément de 364 € bruts par ETP sera versé aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ et du SPW Intérieur et Action Sociale permettant le versement aux services.

Les Centres de coordination de soins et services à domicile

Article 4.

Les Centres de coordination de soins et services à domicile sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs, selon les montants, modes de calculs et modalités repris dans le présent article.

§1 - Montants

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

La partie forfaitaire

Valeur première partie forfaitaire en 2018 : € 349,78, conformément à la convention collective de travail du 18 avril 2012 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année au personnel des centres de coordination de soins et services à domicile - Région wallonne.

La partie forfaitaire est augmentée d'un montant brut indexé de € 104,99 (valeur 2018), conformément à la convention collective de travail du 21 juin 2011 octroyant une allocation de fin d'année pour l'année 2010 et les années suivantes – Région wallonne, enregistrée le 19/09/2011 sous le numéro 105736/CO/332.

La valeur totale de ces deux montants en 2018 est de € 454,77.

En 2019, une troisième partie forfaitaire d'un montant brut indexé de € 364 est ajoutée en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2018-2020.

La partie variable

La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

§2 – Liquidation

L'allocation de fin d'année est liquidée dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ~~décembre~~ ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

Le complément de € 364 bruts par ETP sera versé aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ permettant le versement aux services.

Les Centres de télé accueil

Article 5.

Les Centres télé-accueil sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs, selon les montants, modes de calculs et modalités repris dans le présent article.

§1 – Montants

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

Partie forfaitaire

Valeur partie forfaitaire en 2018 : € 381,33, conformément à la convention collective de travail du 9 mai 2012 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année au personnel des centres de télé-accueil - Région wallonne.

La partie forfaitaire est augmentée d'un montant brut indexé de € 104,99 (valeur 2018), conformément à la convention collective de travail du 21 juin 2011 octroyant une allocation de fin d'année pour l'année 2010 et les années suivantes – Région wallonne, enregistrée le ~~09/11/2011~~ ^{19/09/2011} sous le numéro 105736/CO/332.

Valeur totale des deux montants en 2018 : € 486,32

En 2019, une troisième partie forfaitaire d'un montant brut indexé de € 364 est ajoutée en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2018-2020.

Partie variable

La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

§2 – Avance et Liquidation

L'allocation de fin d'année est liquidée dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ~~décembre~~ ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

Le complément de € 364 bruts par ETP sera versé aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ permettant le versement aux services.

Les Services de médiations de dettes, les Centres et Services de promotion de la santé et les autres services d'aide sociale et de la santé

Article 6.

Les Services de médiations de dettes, les Centres et Services de promotion de la santé et les autres services d'aide sociale et de la santé ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé CP 332 subventionnés par la Région wallonne et repris à ce titre dans l'accord non-marchand wallon, sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs, selon les montants, modes de calculs et modalités repris dans le présent article.

Parmi les autres services d'aide sociale et de la santé, sont notamment concernés les services d'aide et de soins aux personnes prostituées ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé CP 332.

§1 - Montant

A partir de 2019, une allocation de fin d'année forfaitaire d'un montant brut indexé de € 364 est octroyée en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2018-2020.

§2 - Liquidation

L'allocation de fin d'année est liquidée dans le courant du mois de décembre de l'année considérée décembre ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

Le montant de € 364 bruts par ETP sera versé aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ ou du SPW Intérieur et Action sociale permettant le versement aux services.

Chapitre III : Dispositions diverses et Indexation

Article 7.

L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave.

Article 8. Proratisation

§1. La totalité du montant de cette allocation est octroyée au travailleur qui, étant lié par un contrat de travail, est titulaire d'une fonction comportant des prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou avait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions des articles 2 à 6.

On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§2. Lorsque le travailleur à temps-plein ne peut bénéficier du montant total de l'allocation parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§3. Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé à temps-partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Article 9. Système d'indexation

Considérant la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi modifiant l'article 3bis de l'Arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, les montants des parties forfaitaires des allocations de fin d'année s'obtiennent en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant conformément à l'évolution de l'indice santé lissé selon le calcul suivant :

Partie forfaitaire de l'année précédente multipliée par l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année considérée divisé par l'indice de santé lissé du mois d'octobre de l'année précédente, arrondi à 4 décimales. Le calcul final est arrondi à 2 décimales.

Les montants de référence 2018 sont indexés dès 2019 sur base du calcul de référence ci-dessus (l'indice de santé lissé d'octobre 2018, année de base 2013 = 100 est à 105,54).

Article 10.

La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente à celle stipulée dans la présente convention collective de travail.

Chapitre IV : Dispositions finales

Article 11.

La présente convention collective abroge et remplace pour les champs d'application qui la concernent les CCT suivantes :

- 1) Pour les Centres de planning et de consultation familiale et conjugale, la convention collective du 15 avril 2016 (n° 133434/CO/332) ;

- 2) Pour les services de santé mentale, Centres de planning et de consultation familiale et conjugale, les Centres de service social, les centres de coordination de soins et services à domicile, les centres de télé-accueil, les Associations spécialisées en assuétudes, les Services d'insertion sociale ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé CP 332, la convention collective de travail du 26 juin 2011 (n° 105736/CO/332) ;²¹
- 3) Pour les centres de coordination de soins et services à domicile, la convention collective de travail du 28 avril 2012 (n° 109570/CO/332) ;
- 4) Pour les ¹⁸centres de télé-accueil, la convention collective de travail du 9 mai 2012 (n°109809/CO/332).

Article 12.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de trois mois notifié par courrier recommandé au Président de la Commission paritaire qui en informe les autres parties.

**Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector - PC 332
Collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 2019 betreffende de toekenning van een
eindejaarstoelage aan het personeel van de sectoren die afhangen van het Waals Gewest met
uitvoering van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2018-2020**

Hoofdstuk I: Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de centra voor levens- en gezinsvragen, de centra voor maatschappelijk werk, de diensten voor sociale inschakeling die deel uitmaken van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector PC 332, de centra voor teleonthaal, de diensten voor schuldbemiddeling, de centra en diensten voor de bevordering van de gezondheid, hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen en andere diensten voor sociale en gezondheidshulp die deel uitmaken van het Paritair Comité 332 en die gesubsidieerd worden door het Waals Gewest.

Onder "werknemers" wordt het mannelijk en vrouwelijk arbeiders – en bediendenpersoneel verstaan.

Hoofdstuk II : Bedragen, wijze van berekening en van toekenning

Centra voor levens- en gezinsvragen

Artikel 2.

De Centra voor levens- en gezinsvragen moeten een eindejaarspremie toekennen aan hun werknemers volgens de bedragen, de wijze van berekening en modaliteiten die zijn opgenomen in dit artikel.

§1 – Bedragen

Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair deel, verhoogd met een variabel deel.

Het forfaitaire deel:

Voor het jaar 2018 bedraagt het forfaitaire deel betreffende de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 april 2016 inzake de toekenning van een eindejaarstoelage aan het personeel van de instellingen en diensten van de sector van de centra voor levens- en gezinsvragen die afhangen van het Waals Gewest, €381,34, verhoogd met een geïndexeerd brutobedrag van €104,99 conform de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 2011 tot toekenning van een eindejaarstoelage voor het jaar 2010 en de volgende jaren - Waals Gewest, geregistreerd op 19/09/2011 met het nummer 105736/C0/332.

In 2018 bedroeg de totale waarde van deze twee bedragen € 486,33.

In 2019 wordt een derde forfaitair deel van een geïndexeerd brutobedrag van € 364 toegevoegd met uitvoering van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2018-2020.

Het variabele deel:

Het variabele deel bedraagt 2,5 procent van de jaarlijkse brutoverloning die als basis dient voor de berekening van het loon dat is verschuldigd voor de maand oktober van het jaar in kwestie.

Onder « jaarlijkse brutoverloning », wordt de verloning verstaan die bestaat uit het vast loon (met uitzondering van de voordelen in natura, regelmatig toegekende premies en overlonen voor bijzondere arbeidsprestaties) dat wordt toegekend voor een voltijds arbeidsstelsel.

§2 - Betaling

De eindejaarstoelage wordt betaald in de loop van de maand december van het jaar in kwestie of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat.

De toeslag van € 364 bruto per VTE zal worden betaald aan de werknemers, voor zover de regering de noodzakelijke maatregelen heeft genomen bij AVIQ die de storting aan de diensten mogelijk maken.

De diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de centra voor maatschappelijk werk, de verenigingen die gespecialiseerd zijn in verslavingen, de diensten voor sociale inschakeling

Artikel 3.

De diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de centra voor maatschappelijk werk, de verenigingen die gespecialiseerd zijn in verslavingen, de diensten voor sociale inschakeling die deel uitmaken van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector PC 332 moeten een eindejaarspremie toekennen aan hun werknemers volgens de bedragen, de wijze van berekening en modaliteiten die zijn opgenomen in dit artikel.

§1 – Bedrag

Voor het jaar 2018 bedraagt het forfaitaire deel betreffende de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 2011 tot toekenning van een eindejaarstoelage voor het jaar 2010 en de volgende jaren - Waals Gewest, geregistreerd op 19/09/2011 onder nummer 105736/C0/332 een geïndexeerd brutobedrag van €104,99.

In 2019 wordt een tweede forfaitair deel van een geïndexeerd brutobedrag van € 364 toegevoegd met uitvoering van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2018-2020.

§2 - Betaling

De betaling van deze eindejaarstoelage gebeurt in de loop van de maand december of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat.

De toeslag van € 364 bruto per VTE zal worden betaald aan de werknemers, voor zover de regering de noodzakelijke maatregelen heeft genomen bij AVIQ en de SPW Intérieur et Action Sociale die de storting aan de diensten mogelijk maken.

De centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten

Artikel 4.

De Centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten moeten een eindejaarspremie toekennen aan hun werknemers volgens de bedragen, de wijze van berekening en modaliteiten die zijn bepaald in dit artikel.

§1 – Bedragen

Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair deel, verhoogd met een variabel deel.

Het forfaitaire deel:

Waarde eerste forfaitaire deel in 2018: € 349,78, conform de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 april 2012 betreffende de toekenning van de eindejaarstoelage aan het personeel van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten - Waals Gewest.

Het forfaitaire deel wordt verhoogd met een geïndexeerd brutobedrag van 104,99€ (waarde 2018), overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 2011 tot toekenning van een eindejaarstoelage voor het jaar 2010 en de volgende jaren - Waals Gewest, geregistreerd op 19/09/2011 onder nummer 105736/CO/332.

In 2018 bedroeg de totale waarde van deze twee bedragen € 454,77.

In 2019 wordt een derde forfaitair deel van een geïndexeerd brutobedrag van € 364 toegevoegd met uitvoering van de drieledige raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2018-2020.

Het variabele deel:

Het variabele deel bedraagt 2,5% van het geïndexeerde bruto jaarlijks ^{loon}bedrag van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarlijks loon verstaat men het product van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, verschuldigd aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betrokken jaar, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

§2 - Betaling

De eindejaarstoelage wordt betaald in de loop van de maand december van het jaar in kwestie of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat.

De toeslag van € 364 bruto per VTE zal worden betaald aan de werknemers, voor zover de regering de noodzakelijke maatregelen heeft genomen bij AVIQ die de storting aan de diensten mogelijk maken.

De Centra voor teleonthaal

Artikel 5.

De Centra voor teleonthaal moeten een eindejaarspremie toekennen aan hun werknemers volgens de bedragen, de wijze van berekening en modaliteiten die zijn opgenomen in dit artikel.

§1 – Bedragen

Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair deel, verhoogd met een variabel deel.

Forfaitair deel

Waarde eerste forfaitaire deel in 2018: € 381,33, conform de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 mei 2012 betreffende de toekenning van de eindejaarstoelage aan het personeel van de centra voor teleonthaal - Waals Gewest.

Het forfaitaire deel wordt verhoogd met een geïndexeerd brutobedrag van € 104,99 (waarde 2018), overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 2011 tot toekenning van een eindejaarstoelage voor het jaar 2010 en de volgende jaren - Waals Gewest, geregistreerd op ~~09/11/2011~~ 19/09/2011 onder nummer 105736/CO/332.

19/09/2011

Totale waarde van de twee bedragen in 2018: € 486,32.

In 2019 wordt een derde forfaitair deel van een geïndexeerd brutobedrag van € 364 toegevoegd met uitvoering van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2018-2020.

Variabel deel

Het variabele deel bedraagt 2,5% van het geïndexeerde bruto jaarlijks loon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarlijks loon verstaat men het product van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, verschuldigd aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betrokken jaar, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

§2 – Voorschot en betaling

De eindejaarstoelage wordt betaald in de loop van de maand december van het jaar in kwestie of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat.

De toeslag van € 364 bruto per VTE zal worden betaald aan de werknemers, voor zover de regering de noodzakelijke maatregelen heeft genomen bij AVIQ die de storting aan de diensten mogelijk maken.

De diensten voor schuldbemiddeling, de centra en diensten voor de bevordering van de gezondheid en de andere diensten voor sociale en gezondheidshulp

Artikel 6.

De diensten voor schuldbemiddeling, de centra en diensten voor de bevordering van de gezondheid en de andere diensten voor sociale en gezondheidshulp die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidszorgsector PC 332 die worden gesubsidieerd door het Waals Gewest en als dusdanig zijn opgenomen in het Waals non-profitakkoord, moeten een eindejaarspremie toekennen aan hun werknemers volgens de bedragen, de wijze van berekening en modaliteiten die zijn bepaald in dit artikel.

Onder de andere diensten voor maatschappelijk werk en gezondheid zijn meer bepaald de diensten voor hulp aan en verzorging van geprostitueerde personen betrokken die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector PC 332.

§1 – Bedrag

Vanaf 2019 wordt een forfaitaire eindejaarstoelage van een geïndexeerd bruto bedrag van € 364 toegekend met uitvoering van de Waalse driedelige non-profitovereenkomst 2018-2020.

§2 - Betaling

De eindejaarstoelage wordt betaald in de loop van de maand december van het jaar in kwestie of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat.

Het bedrag van € 364 bruto per VTE zal worden betaald aan de werknemers, voor zover de regering de noodzakelijke maatregelen heeft genomen bij AVIQ of de SPW Intérieur et Action sociale die de storting aan de diensten mogelijk maken.

Hoofdstuk III: Verscheidene bepalingen en indexering

Artikel 7.

De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan de werknemers die worden ontslagen wegens dringende redenen.

Artikel 8. Proratisering

§1. Het totale bedrag van deze toelage wordt toegekend aan de werknemer die verbonden is aan een arbeidsovereenkomst en houder is van een functie die gelijkgestelde of daadwerkelijke prestaties inhoudt of die tijdens de volledige referteperiode zijn volledige loon heeft of had ontvangen.

De gelijkgestelde arbeidsprestaties staan opgesomd in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De referteperiode loopt van 1 januari tot en met 30 september van het jaar in kwestie. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de vergoeding toegekend volgens de bepalingen van de artikel 2 tot 6.

Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan vóór de zestiende kalenderdag van de maand.

§ 2. Wanneer de voltijdse werknemer niet het totale bedrag van de uitkering ontvangt, omdat hij werd aangeworven of omdat hij het bedrijf heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de vergoeding vastgelegd in verhouding tot de geleverde of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode.

§ 3. Het bedrag van de vergoeding voor de deeltijdse werknemer wordt berekend aan in verhouding tot de duur van de arbeidsprestaties die hij heeft of zou hebben geleverd tijdens de referteperiode.

Artikel 9. Indexeringssysteem

Gelet op de wet van 23 april 2015 tot verbetering van de werkgelegenheid en tot wijziging van artikel 3bis van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, worden de bedragen van de forfaitaire delen van de eindejaarstoelagen bekomen door het forfaitaire deel van het voorgaande jaar te verhogen met een percentage dat varieert conform de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex berekend op de volgende wijze :

Het forfaitaire deel van het voorgaande jaar vermenigvuldigd met de afgevlakte gezondheidsindex van oktober van het jaar in kwestie gedeeld door de afgevlakte gezondheidsindex van oktober van het jaar voordien, afgerond op 4 decimalen. De eindberekening wordt op 2 decimalen afgerond.

De referentiebedragen 2018 worden vanaf 2019 geïndexeerd op basis van bovenstaande referentieberekening (de afgevlakte gezondheidsindex van oktober 2018, basisjaar 2013 = 100 is 105,54).

Artikel 10.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die reeds een eindejaarstoelage genieten die tenminste gelijkwaardig is aan diegene die wordt bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk V: Slotbepalingen

Artikel 11.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst herroept en vervangt de volgende CAO's voor de toepassingsgebieden die er betrekking op hebben:

- 1) Voor de centra voor levens- en gezinsvragen, de collectieve overeenkomst van 15 april 2016 (nr. 133434/CO/332);
- 2) Voor de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de centra voor levens- en gezinsvragen, de centra voor maatschappelijk werk, de centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de centra voor teleonthaal, de verenigingen gespecialiseerd in verslavingen, de diensten voor sociale inschakeling die deel uitmaken van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector PC 332, de collectieve arbeidsovereenkomst van 26²¹ juni 2011 (nr. 105736/CO/332);
- 3) Voor de centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de collectieve arbeidsovereenkomst van 28¹⁸ april 2012 (nr. 109570/CO/332);
- 4) Voor de centra voor teleonthaal, de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 mei 2012 (nr. 109809/CO/332).

Artikel 12.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst gaat in op 1 januari 2019 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Ze kan worden opgezegd middels een opzeggingstermijn van drie maanden die per aangetekend schrijven wordt overgemaakt aan de Voorzitter van het Paritair Comité die de andere partijen daarvan op de hoogte stelt.